



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC - MB - 2025 - 101

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Arras, le - 7 AVR. 2025

COMMUNE D'ÉCURIE ----- SOCIÉTÉ INTERSERVICES -----

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, notamment son article 15, alinéas 1° et 2°, relative à l'autorisation environnementale ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 09 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination de M. François FLAHAUT en qualité de sous-préfet en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse, secrétaire général adjoint de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu les récépissés de déclaration du 28 novembre 1969 (ancienne rubrique 206 de la nomenclature des installations classées) et du 28 octobre 1970 (ancienne rubrique 255) délivrés aux Ets GODEFROY et le récépissé de déclaration n°92-1508 du 18 juin 1992 (ancienne rubrique 211) délivré à la société INTERSERVICES pour les activités de garage de véhicules automobiles, de dépôt souterrain de gasoil et de dépôt de gaz combustible liquéfié sur le territoire de la commune d'ÉCURIE (62223) ;



Vu la demande de bénéfice de l'antériorité des droits acquis en date du 17 mars 2011, présentée par la société INTERSERVICES dont le siège social est situé 1 rue de la Chapelle 62223 ÉCURIE, au titre de la rubrique 2795 pour l'activité de lavage de citernes ;

Vu le rapport n°031-2016 de la visite d'inspection du 26 janvier 2016 de l'installation exploitée par la société INTERSERVICES ;

Vu le dossier daté du 19 mai 2017 transmis au préfet par la société INTERSERVICES afin de porter à sa connaissance les modalités d'exploitation de l'installation INTERSERVICES ;

Vu le dossier daté du 13 mai 2020 transmis au préfet par la société INTERSERVICES afin de porter à sa connaissance les modalités d'exploitation de l'installation INTERSERVICES ;

Vu la demande de modification des conditions d'exploiter du 20 avril 2021, présentée par la société INTERSERVICES et portant sur l'aménagement de nouvelles pistes de lavage et séchage de citernes de transport ;

Vu le formulaire de demande préalable d'examen au cas par cas n°2021_4006 déposé complet le 19 août 2021 par la société INTERSERVICES en application des dispositions prévues à l'article R.122-2. II (rubrique 1°) du Code de l'environnement pour le projet d'augmentation de capacité de la station de lavage qu'elle exploite à ÉCURIE ;

Vu la décision préfectorale du 12 octobre 2021 de non soumission à la réalisation d'une étude d'impact de ce projet d'augmentation de capacité de la station de lavage ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 13 décembre 2024 ;

Vu l'envoi des propositions de l'inspection de l'environnement au pétitionnaire le 28 janvier 2025 ;

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 06 février 2025 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

Vu le porter à connaissance du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 12 février 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

– l'aménagement de nouvelles pistes de lavage et séchage de citernes de transport est motivé par la nécessité d'absorber les pointes d'activité et de disposer d'une solution alternative pour maintenir l'activité de lavage de citernes en cas de maintenance et rénovation des pistes préexistantes ;

– le chantier est limité à l'extension mesurée d'un bâtiment sur sol déjà étanche et ne génère ni consommation d'espace foncier, ni artificialisation supplémentaire des sols ;

– les prescriptions techniques listées ci-dessous, proposées dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation :

- réalisation et transmission dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'une étude visant la mise en place de mesures d'optimisation de la consommation d'eau et de recyclage des effluents ;

- réalisation et transmission dans un délai de douze mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'une étude relative à la collecte et au traitement séparé des effluents issus du lavage de citernes ayant contenu des matières organiques et de celles ayant contenu des matières inorganiques ;
- réalisation et transmission dans un délai de six mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'une campagne de mesure des niveaux d'émission sonore ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. : BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société INTERSERVICES, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 1 rue de la Chapelle 62223 ÉCURIE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse une station de lavage de citernes routières, encore désignée ci-après « site », et mettant en œuvre les installations et activités classées visées dans le tableau de l'article 1.2.1 ci-dessous.

Article 1.1.2. : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site et à ses installations et équipements connexes qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Sans préjudice des prescriptions du présent arrêté, les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration présentes sur site, visées ci-dessous dans le tableau de l'article 1.2.1.

Le présent arrêté vaut preuve de dépôt pour ces installations classées soumises à déclaration

CHAPITRE 1.2. : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une rubrique de la nomenclature « Loi sur l'Eau » codifiée

Libellé en clair de l'installation ICPE	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/D/NC ⁽¹⁾
Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 1. supérieure ou égale à 20 m³/j	Installation de lavage de citernes de transport de matières alimentaires ou ayant contenu des produits industriels principalement d'origine minérale, mettant en œuvre une quantité d'eau de 65 m³/j	2795 ⁽²⁾	A (2795-1)
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	Volume annuel de gazole distribué : 1 300 m³ Volume annuel de GNR distribué : 16 m³ Soit 1 316 m³	1435 ⁽²⁾	D (1435-2)
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	1 cuve de gazole de 60 m³ + 1 cuve de gazole de 0,6 m³ pour le groupe électrogène 1 cuve GNR de 5 m³ Soit 55,4 tonnes	4734	D (4734-2c)
Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse..., si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	3 chaudières fonctionnement au gaz naturel d'une puissance de 600 kW chacune 1 chaudière fonctionnement au gaz naturel d'une puissance de 1 900 kW 1 chaudière fonctionnement au gaz naturel pour le chauffage des locaux d'une puissance de 40 kW Soit une puissance totale de 3,74 MW	2910-A	D (2910-A.2)

Libellé en clair de l'installation ICPE	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/D/NC ⁽¹⁾
Atelier de charge d'accumulateurs électriques, la puissance maximale de courant continu étant inférieure à 50 kW	Un chargeur d'accumulateur de puissance maximale de courant continu utilisable de 500 W	2925	NC
Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur [...], la surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m².	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur d'une surface au sol de 1 620 m²	2930 ⁽²⁾	NC
Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b, la puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 150 kW	Puissance installée des machines utilisées dans l'atelier < 100 kW	2560 ⁽²⁾	NC
Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, substances et mélanges liquides dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est inférieure à 10 t	La quantité totale de désinfectant susceptible d'être présente dans l'installation est de 10 L	4140	NC
Gaz inflammables catégorie 1 et 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 10 t	La quantité totale de nettoyant bureautique susceptible d'être présente dans l'installation est de 1 L	4310	NC
Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 15 t	La quantité totale de dégrappants, graisses et lubrifiants susceptible d'être présente dans l'installation est de 20 L	4320	NC
Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 10 t	La quantité totale d'anticorrosion et d'antigel susceptible d'être présente dans l'installation est de 10 L	4330	NC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 ; la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	La quantité totale de solvant de nettoyage susceptible d'être présente dans l'installation est de 25 L	4331	NC
Produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t	La quantité totale d'hypochlorite de sodium susceptible d'être présente dans l'installation est de 0,12 t	4510	NC

Libellé en clair de l'installation ICPE	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/D/NC ⁽¹⁾
Acétylène (numéro CAS 74-86-2) ; la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 250 kg	La quantité totale d'acétylène susceptible d'être présente dans l'installation est de 7,7 kg	4719	NC
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) ; la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	La quantité totale d'oxygène susceptible d'être présente dans l'installation est de 11,66 kg	4725	NC

⁽¹⁾ A : Autorisation ; D : Déclaration ; NC : Non Classé.

⁽²⁾ À la date de notification de l'acte d'autorisation, les classements listés ci-dessous des activités et installations du site au titre ICPE et les prescriptions associées deviendront caducs :

- classement au régime de déclaration acté en ancienne rubrique n°206 (garage) par récépissé du 28 novembre 1969
- classement au régime de déclaration acté en ancienne rubrique n°211 (dépôt de gaz combustible liquéfié) par récépissé du 18 juin 1992

Article 1.2.2. : Implantation du site

Les installations autorisées sont implantées sur des terrains d'une superficie de 2,02 ha, sur les parcelles suivantes de la commune d'ÉCURIE :

Commune	Numéro des parcelles
ÉCURIE	55
	57

L'exploitant veille à ce qu'en permanence, toutes les activités liées au site, y compris l'entreposage provisoire de citernes, bennes ou containers, soient exercées à l'intérieur du périmètre d'exploitation clôturé. L'utilisation de l'espace public dans le cadre des activités autorisées sur le site est limitée à la circulation des personnes et des véhicules : véhicules légers accédant au site (salariés et visiteurs), réception de produits, matériels et véhicules poids-lourds, expédition des déchets générés... en lien direct avec les activités du site.

Article 1.2.3. : Consistance des installations autorisées

Le site de la station de lavage exploitée par INTERSERVICES comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est principalement constitué des bâtiments, zones fonctionnelles et équipements décrits ci-dessous :

- un bâtiment principal scindé en 4 parties qui abritent, dans le sens entrée vers partie arrière du site :
 - des locaux administratifs d'une surface de 286 m²,
 - un atelier d'entretien et de réparation de véhicules d'une surface d'environ 920 m²,
 - un local technique associé à la station d'épuration d'une surface d'environ 240 m²,
 - une première station de lavage et séchage de citernes d'une surface d'environ 540 m² permettant le nettoyage intérieur et extérieur de véhicules ;

- une extension à ce bâtiment principal située à l'arrière, abritant une seconde station de lavage et séchage de citernes d'une surface d'environ 540 m² permettant le nettoyage intérieur et extérieur de véhicules ;
- une station d'épuration des effluents d'une surface d'environ 490 m², équipée notamment de fosses de relevage, d'un dégrilleur statique, d'un décanteur primaire, de deux cuves tampon de 20 m³ chacune, d'un bassin d'aération de 200 m³, d'un clarificateur de diamètre 3,5 m, et d'un silo à boues liquides de 20 m³ ;
- une zone dédiée au traitement de finition membranaire d'une surface d'environ 250 m² ;
- un poste de distribution de carburant équipé de 3 pompes (2 pompes gazole pour poids-lourds, une pompe GNR) installé à l'entrée de l'installation ;
- une cuve de gazole de 60 m³ et une cuve de GNR de 5 m³ associées au poste de distribution de carburant ;
- des aires de stationnement pour véhicules légers, pour citernes et poids-lourds ;

CHAPITRE 1.3. : CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations du site de la station de lavage et leurs équipements annexes, objet du présent arrêté, sont conçus, disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier du 13 mai 2020 et complété par les éléments transmis le 20 avril 2021. En tout état de cause, ils respectent les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

Les prescriptions du présent chapitre relatif à la conformité au dossier valent pour la phase d'exploitation et pour toute phase de travaux éventuels : l'exploitant devra mettre en œuvre toutes les dispositions décrites de nature à prévenir les nuisances environnementales et à préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.4. : LIMITES DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. : Nature des activités

L'installation est destinée au lavage de citernes routières et à l'entretien et la réparation de poids-lourds.

L'installation n'est pas autorisée à procéder au lavage de citernes ayant contenu des substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10 du Code de l'environnement, ou des déchets dangereux.

Sous réserve de cette condition, l'installation est autorisée à procéder au lavage de citernes ayant contenu :

- des produits alimentaires (ex : farine, confiture, huile, lait, malt...),
- des produits inertes (ex : ardoise, verre...),
- des produits organiques (ex : sciure, fibres de bois...),
- des produits issus de la chimie minérale (ex : chaux, carbonate de calcium...),
- des produits issus de la chimie organique (ex : billes de polymères...).

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement la liste exhaustive des produits admis au lavage ainsi que les justificatifs associés.

Article 1.4.2. : Caducité

La présente autorisation concernant l'installation exploitée par INTERSERVICES cesse de produire effet si ses activités autorisées n'ont pas été exploitées durant plus de trois années consécutives, sauf cas de force majeure. Au sens du présent article, il est considéré que les activités autorisées exercées avec un volume moindre que celui prévu dans la demande, valent activités sur site.

CHAPITRE 1.5. : MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. : Porter à connaissance

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations visées par le présent arrêté, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet du Pas-de-Calais avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement.

Article 1.5.2. : Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées si nécessaire à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement. Ces compléments d'études sont systématiquement communiqués au Préfet du Pas-de-Calais qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. : Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations classées visées à l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.5.5. : Changement d'exploitant

Dans le cas où le site change d'exploitant, le nouvel exploitant est tenu d'en informer le Préfet du Pas-de-Calais dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Le porter à connaissance comprend les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant.

Article 1.5.6. : Cessation d'activité

En cas d'arrêt définitif des installations classées, l'exploitant notifie au Préfet du Pas-de-Calais la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

La notification prévue ci-dessus doit comprendre le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ; elle indique les mesures prises ou prévues ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des installations telle que définie à l'article R. 512-75-1 du Code de l'environnement, des terrains concernés du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents dans l'emprise foncière du site de la station de lavage ;
- le nettoyage des installations ;
- le démantèlement des installations qui ne pourront être réutilisées sur place dans le cadre de l'usage futur ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la mise en sécurité, la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;

Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant en fait attester par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées (désignée « Inspection de l'environnement » dans la suite du présent arrêté).

L'exploitant transmet au Préfet du Pas-de-Calais, au plus tard dans un délai de six mois à compter de la date effective de cessation des activités du site, un mémoire précisant les mesures déjà observées ou envisagées pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et L. 211-1 du Code de l'environnement compte tenu du type d'usage prévu pour le site.

Le mémoire comporte notamment :

- 1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 du Code de l'environnement ;
- 2° Les objectifs de réhabilitation ;
- 3° Un plan de gestion comportant :
 - a) Les mesures de gestion des milieux ;
 - b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts susvisés, durant les travaux ;
 - c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux ;

Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.

Ces mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages. Elles doivent permettre un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément au cinquième alinéa de l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement, par une entreprise certifiée telle que définie ci-dessus qui ne peut être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux, de la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation.

L'exploitant transmet cette attestation au Préfet du Pas-de-Calais, au maire d'ÉCURIE ainsi qu'au propriétaire des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

Sauf opposition ou demande complémentaire du préfet dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation de conformité des travaux, le cas échéant, de la prise de l'arrêté prévu à l'alinéa précédent, la cessation d'activité est réputée achevée.

En cas de vente des terrains, le propriétaire est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers et inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ses installations.

CHAPITRE 1.6. : ARRÊTÉS APPLICABLES

Sous réserve du respect de la réglementation en vigueur (notamment livre V du Code de l'environnement – titre I) et des dispositions du présent arrêté préfectoral, sont applicables aux installations visées par le présent arrêté les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous, non listés de manière exhaustive :

Dates	Textes
31 mars 1980	Arrêté ministériel relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
10 juillet 1990	Arrêté ministériel relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées
23 janvier 1997	Arrêté ministériel modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02 février 1998	Arrêté ministériel modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
28 juillet 2003	Arrêté ministériel relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter

Dates	Textes
29 septembre 2005	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
22 décembre 2008	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511
02 octobre 2009	Arrêté ministériel relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW
15 avril 2010	Arrêté ministériel modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
04 octobre 2010	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (section III : protection contre la foudre)
28 avril 2014	Arrêté ministériel relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement
20 novembre 2017	Arrêté ministériel relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
03 août 2018	Arrêté ministériel modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
31 mai 2021	Arrêté ministériel fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
30 juin 2023	Arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
-	Avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement

CHAPITRE 1.7. : RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DU SITE

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables dans l'emprise du site. Un plan de circulation destiné à optimiser la circulation des véhicules et des flux dans l'enceinte du site, est affiché à l'entrée du site. Les règles de circulation sont portées à la connaissance des personnes accédant aux installations (personnel, chauffeurs, visiteurs...) par une signalisation adaptée dont le marquage au sol, et une information appropriée.

L'accès et la sortie, pour l'ensemble des véhicules, se font par les deux seuls accès aménagés, côté Nord-Ouest, dotés d'un portail. Une signalétique appropriée est mise en place. Les dispositions sont observées pour permettre l'attente éventuelle d'au moins un véhicule poids-lourds en amont du portail d'accès au site, sans occasionner de gêne à la circulation.

La vitesse des véhicules au sein du site est limitée à 30 km/h (cette limitation est clairement signalée et rappelée par consigne ; des limiteurs de vitesse pourront être installés si nécessaire en plusieurs endroits stratégiques du site).

CHAPITRE 2.1. : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. : Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que pour réduire les quantités rejetées
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, sécurité et salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages
- utiliser l'énergie de manière rationnelle : pour ce faire, l'exploitant mettra en place des dispositions spécifiques telles que le sous-comptage par système : gaz, électricité, eau...

Article 2.1.2. : Suivi de l'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés sur le site.

Article 2.1.3. : Consignes d'exploitation

L'exploitant établit les consignes d'exploitation générales applicables à l'ensemble des installations du site. Ces consignes comportent explicitement les vérifications à effectuer, en conditions normales d'exploitation ou en mode dégradé pouvant être lié à l'indisponibilité d'un quelconque équipement servant à l'exploitation ou pour la sécurité des installations, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté et le maintien de la sécurité.

Ces consignes portent notamment sur :

- la conduite des installations (en situation normale, essais périodiques)
- l'analyse des incidents, anomalies de fonctionnement et accidents
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Elles sont tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Des procédures spécifiques sont établies pour la gestion des situations dégradées et des situations d'urgence. Elles incluent le respect des différentes opérations permettant d'éviter toute situation dangereuse et toute atteinte à l'environnement.

Article 2.1.4. : Dangers ou nuisances non prévenus

Tous dangers ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté sont immédiatement portés à la connaissance du Préfet du Pas-de-Calais.

Article 2.1.5. : Réserves de produits ou matières consommables

Le site dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, produits absorbants...

CHAPITRE 2.2. : RÉCEPTION DES CONSOMMABLES

La réception des consommables est décrite dans une procédure spécifique qui précise les vérifications associées et les modalités mises en œuvre avant entreposage sur site. Elle précise en particulier les dispositions observées par l'exploitant pour prévenir les risques de mise en contact des produits et substances incompatibles entre-eux.

CHAPITRE 2.3. : GESTION DES OPÉRATIONS DE LAVAGE

Sans préjudice des dispositions listées ci-dessous au présent chapitre, les citernes destinées aux opérations de lavage sur site doivent être vides et être accompagnées d'un document précisant leur provenance (raison sociale et adresse), le type de citerne, la nature du contenu avant lavage.

Ces données sont enregistrées et disponibles sur site en consultation pendant une durée de 5 ans au moins ; elles sont tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement.

En outre, la gestion des opérations de lavage est décrite dans une procédure spécifique qui précise notamment :

- les citernes éligibles au lavage au regard de la nature des produits qu'elle contenait avant lavage ;
- les quantités résiduelles maximales de produits contenus ;
- la planification des opérations, l'établissement des ordres de lavage par le service exploitation, au moyen d'un logiciel spécifique ;
- les contrôles à la réception ;

- les conditions de refus et les modalités associées ;
- les modes opératoires : accès à la piste de lavage dédiée, fermeture des portes du bâtiment, déplombage et ouverture des différents compartiments, vérification visuelle... avant démarrage du cycle de lavage retenu ;
- les modalités de collecte des premières égouttures des citernes ayant contenu des produits alimentaires, en vue de leur valorisation en méthanisation ou autre filière adaptée ;
- la traçabilité des opérations (identification citerne, date, heure, protocole client, certificat, refus...) ;

CHAPITRE 2.4. : INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation et ses abords dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu en bon état de propreté (peintures...) et entretenu en permanence. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Des écrans de végétation, plantations et structures végétales renforcées sont mis en place lorsque cela est possible.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets...

Pour l'entretien des surfaces extérieures du site (voies de circulation, parkings, espaces verts...), l'exploitant met en œuvre les bonnes pratiques comme le non recours aux produits insecticides et pesticides ; cette disposition concerne en particulier les opérations de désherbage.

Si nécessaire, le site est mis en état de dératisation.

Sans préjudice de la sécurité des installations, et notamment celle liée à la circulation sur les voies internes au site, l'exploitant est tenu d'observer les dispositions pour limiter au mieux les nuisances pouvant résulter des émissions lumineuses : orientation et implantation des points lumineux, adaptation des types de lumières, des puissances de l'éclairage extérieur, des périodes d'éclairage par horloge ou variateur crépusculaire, présence d'écrans naturels (haies, plantations)...

CHAPITRE 2.5. : INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. : Déclaration

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection de l'environnement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Article 2.5.2. : Compte-rendu et transmission

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection de l'environnement, un rapport d'incident, lui est transmis par l'exploitant. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection de l'environnement.

CHAPITRE 2.6. : RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier portant à la connaissance du préfet les modalités d'exploitation de l'installation (dossier initial et éventuels dossiers d'extension ou de modification, ou dernier dossier consolidé)
- les plans tenus à jour
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- un état des stocks tenu à jour des produits consommables et un registre indiquant la nature et les quantités des produits dangereux présents sur site (tels que définis par l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification et à l'étiquetage des substances), auquel est annexé un plan général repérant leur localisation. Sauf circonstances particulières, ces derniers sont réservés aux opérations de lavage / désinfection des citernes et à l'atelier de maintenance des ensembles routiers.

Tous les documents justifiant du respect des dispositions du présent arrêté : études réalisées, justificatifs des caractéristiques techniques des installations (conception du gros œuvre, des réseaux, DOE, procès-verbal de réception de travaux, documents techniques des équipements...), registres des interventions de maintenance, des vérifications, traçabilité des actions correctives, des formations dispensées, des exercices réalisés, registres de suivi d'exploitation..., doivent être tenus par l'exploitant à la disposition de l'Inspection de l'environnement. Tous ces documents devront être transmis à sa demande.

Pour les documents informatisés, des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Tous les documents techniques justifiant des caractéristiques des installations et équipements en place sont conservés sans limite de durée dans le temps.

Les résultats des contrôles et analyses pourront par contre n'être conservés que durant un temps limité, qui ne pourra pas être de moins de 5 ans.

CHAPITRE 2.7. : RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant doit transmettre à l'inspection de l'environnement les documents suivants :

Articles	Information / Documents	Périodicités / Échéances
2.5.1. et 2.5.2	Déclaration des éventuels accidents et incidents	Meilleurs délais
	Compte-rendu d'accident (compte-rendu d'incident sur demande de l'inspection de l'environnement)	15 jours après survenue
4.1.2	Rapport d'étude associé à d'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site	Au plus tard dix-huit mois après la notification du présent arrêté
5.1.2	Rapport d'étude associé à la séparation des résidus organiques et inorganiques	Au plus tard douze mois après la notification du présent arrêté

9.3.1	Compte-rendu des rejets issus de l'installation de combustion	Tous les trois ans
9.3.2	Compte-rendu de vérification de l'efficacité énergétique de la chaudière	Tous les trois ans
9.3.4	Résultats d'autosurveillance des rejets aqueux industriels	Mensuelle via GIDAF
9.3.6	Comptes-rendus des campagnes de mesures de niveaux de bruit	Au plus tard six mois après la notification du présent arrêté – tous les 3 ans ensuite
1.5.5	Changement d'exploitant	Dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation
1.5.6	Cessation d'activité	Au moins 3 mois avant la date de cessation d'activité

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1. : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, d'un traitement adapté des effluents, la réduction des quantités rejetées en optimisant en particulier l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents
- à réduire au minimum les durées de dysfonctionnement ou d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations techniques (chaufferie, système de traitement d'air...) comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les événements ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces événements, les remèdes apportés et les actions engagées pour éviter le renouvellement d'un tel événement sont consignés dans un document.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 3.1.2. : Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne (soupapes, disques de rupture...) devront être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 3.1.3. : Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation.

Les chauffeurs des camions en attente sur site auront pour consigne d'arrêter leur moteur.

Article 3.1.4. : Émissions diffuses : prévention des odeurs et envols de poussières

Le site ne sera pas à l'origine d'émissions diffuses de poussières.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'installation ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques.

CHAPITRE 3.2. : CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. : Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées ou conduits permettant une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse requise pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques pouvant nécessiter un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

Article 3.2.2. : Conduits et installations raccordées

L'installation comporte 5 conduits d'évacuation d'effluents atmosphériques :

N° du conduit	Description du conduit
1	Cheminée d'évacuation des gaz de combustion de la première chaudière fonctionnant au gaz naturel, de puissance 600 kW
2	Cheminée d'évacuation des gaz de combustion de la deuxième chaudière fonctionnant au gaz naturel, de puissance 600 kW
3	Cheminée d'évacuation des gaz de combustion de la troisième chaudière fonctionnant au gaz naturel, de puissance 600 kW
4	Cheminée d'évacuation des gaz de combustion de la chaudière fonctionnant au gaz naturel, de puissance 1,9 MW

Article 3.2.3. : Conditions générales de rejet

La hauteur du conduit n°4 doit dépasser d'au moins 4 m la hauteur de l'acrotère du bâtiment, ceci afin de permettre de diffuser au mieux les rejets dans l'atmosphère. Le conduit des gaz de combustion est dimensionné pour permettre une vitesse de rejet minimale de 5 m/s.

Article 3.2.4. : Valeurs limites des concentrations rejetées (chaudières)

Paramètres	N° du conduit	Valeur limite (mg/Nm³)
Oxydes d'azote	1, 2, 3	150
	4	100
Monoxyde de carbone	1, 2, 3, 4	100

Les valeurs du tableau ci-dessus sont comparées aux valeurs mesurées ramenées aux conditions normales de température et de pression (273,15 K – 101,3 kPa), après déduction de la vapeur d'eau (sur gaz secs) et correction de la teneur en oxygène, ramenée à 3 %.

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. : PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. : Origine des approvisionnements en eau

L'eau utilisée dans l'installation INTERSERVICES, provient du réseau public de distribution d'eau potable pour les principales utilisations suivantes :

- usage domestique ;
- lavage des citernes routières ;

Sans préjudice des dispositions requises sur le plan sanitaire, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau potable et éviter tout gaspillage (optimisation des opérations de pré-lavage, lavage, rinçage...), détecteurs de fuite, mitigeurs, robinetteries temporisées...

L'approvisionnement en eau du site à partir du réseau d'eau potable est munie d'un dispositif de comptage totalisateur ; l'installation de sous-compteurs de suivi par poste sera étudiée.

Article 4.1.2. : Limitation des consommations d'eau potable

La consommation d'eau annuelle de l'établissement est limitée à 25 000 m³.

L'exploitant étudiera les possibilités d'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site de lavage de citernes en vue de la réduction des prélèvements sur le réseau public d'eau potable, en particulier par la réutilisation de certaines eaux (eaux pluviales toitures et ruissellement sur voiries et parkings pré-traitées en provenance du site voire d'installations voisines, eaux industrielles de lavage du site préalablement traitées) pour les opérations de lavage qui le permettent (extérieur citernes et poids-lourds voire intérieur citernes non alimentaires).

Il adressera le rapport associé à cette étude à l'inspection de l'environnement dans un délai de dix-huit mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant met en place les mesures de limitation des usages de l'eau prescrites le cas échéant par l'arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département du pas-de-calais plaçant le bassin versant où prélève l'établissement au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sécheresse.

Article 4.1.3. : Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes : clapet anti-retour, disconnecteur..., définis en concertation avec le gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable, sont installés afin d'isoler le réseau d'eau du site et pour éviter des retours de substances dans le réseau public de distribution.

Le réseau interne d'eau potable doit également être protégé contre d'éventuels retours d'eau susceptibles d'être pollués (eau de toute partie du réseau affectée à un usage non alimentaire). Les dispositifs de protection en place sont repérés et dotés d'une signalétique adaptée ; ils font l'objet de vérifications au moins annuelles.

CHAPITRE 4.2. : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. : Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu au chapitre 4.3 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les aires de circulation et de stationnement des véhicules sur site sont réduites autant que possible, revêtues en surface d'un matériau étanche et aménagées pour la collecte des eaux de ruissellement (formes de pente, caniveaux...).

Les sols des bâtiments d'exploitation sont étanches.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

Article 4.2.2. : Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eau (eau potable, eau incendie, eaux usées, eaux pluviales) et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement et des Services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant d'assurer un isolement avec la distribution d'eau potable alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, regards, postes de relevage, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne (débourbeur séparateur d'hydrocarbures, fosse de décantation...) avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne, réseau collectif ou milieu naturel...) ;

Article 4.2.3. : Entretien et surveillance

Les canalisations de matières dangereuses ou insalubres et les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches, et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Article 4.2.4. : Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations du site ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. : Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement du site ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ni aucun effluent de type eaux résiduaires provenant d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. : Isolement avec les milieux

Des dispositifs permettent l'isolement des réseaux d'assainissement et de collecte des eaux pluviales de l'emprise foncière du site par rapport à l'extérieur (système de vannes ou dispositif présentant des garanties d'efficacité équivalentes : barrières anti-inondation...). Les dispositifs associés sont disponibles et maintenus en état de marche, efficacement signalés et actionnables en toutes circonstances, localement et à distance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3. : TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET

Article 4.3.1. : Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents en provenance de l'installation INTERSERVICES sont les suivantes :

- effluent n°1 : eaux domestiques constituées des eaux vannes, des eaux ménagères provenant des salles d'eau et locaux sociaux et de l'entretien des sols
- effluent n°2 : eaux pluviales de ruissellement sur les toitures, voies de circulation et parkings
- effluent n°3 : eaux industrielles issues du lavage des citernes et des poids-lourds (lavage intérieur / extérieur des citernes, lavage extérieur des poids-lourds)

Article 4.3.2. : Collecte des effluents

Les effluents susceptibles d'être pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement normal des effluents du site.

Article 4.3.3. : Gestion des ouvrages : conception et dysfonctionnement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement ou prétraitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les eaux industrielles sont dirigées vers la station d'épuration interne du site.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les toitures sont orientées vers les ouvrages d'infiltration du site.

En cas de pollution, des vannes de barrage ou tout dispositif présentant des garanties d'efficacité équivalentes, permettent de retenir les effluents. Le dispositif et les dispositions organisationnelles mises en place (consignes...) doivent être définis et dimensionnés pour permettre de confiner les eaux potentiellement polluées.

La conception et la performance des installations de traitement ou prétraitement des effluents permettent de respecter les valeurs limites imposées par les prescriptions du présent arrêté préfectoral et de faire face aux variations des caractéristiques des effluents. Ces installations de traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire leur durée d'indisponibilité.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise.

Article 4.3.4. : Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de pré-traitement des eaux susceptibles d'être polluées sont vérifiés périodiquement, au minimum une fois par mois : état du point de rejet, qualité visuelle de l'effluent en sortie, test des alarmes sonores et visuelles équipant le cas échéant les fosses de décantation et les débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures..., et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adaptée (formation initiale et continue).

Les installations de pré-traitement : fosses de décantation, débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures doivent faire l'objet d'un nettoyage complet dès lors que le volume des boues atteint 2/3 de leur hauteur utile. L'opération doit comprendre la vidange des boues et des hydrocarbures, et aussi la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'attestation de conformité à la norme en vigueur, les fiches de suivi du nettoyage, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets issus de l'opération de nettoyage sont tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 4.3.5. : Localisation des points de rejet

Effluent A – Eaux domestiques

Point de rejet	N°1
Localisation	Au niveau du parking des véhicules légers
Nature des effluents	Eaux des sanitaires et de l'évier du réfectoire
Exutoire du rejet	Infiltration
Traitement avant rejet	Fosse septique

Point de rejet	N°2
Localisation	A proximité des sanitaires de la station d'épuration
Nature des effluents	Eaux des sanitaires et des douches
Exutoire du rejet	Infiltration
Traitement avant rejet	Fosse septique

Effluent B – Eaux pluviales

Les eaux pluviales de ruissellement sur les voies de circulations et parkings de la partie Ouest du site sont dirigées vers un bassin de tamponnement implanté à l'extérieur du périmètre de l'installation. Ces effluents transitent vers un débourbeur séparateur d'hydrocarbures avant d'être infiltrés à la parcelle.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les toitures, voies de circulation et parkings du reste du site sont dirigées vers des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures situés sur la partie Sud de l'installation, avant d'être infiltrées à la parcelle par puits de perte.

Point de rejet	N°3
Localisation	Sud-Est de la parcelle cadastrale 55
Coordonnées Lambert 93	X : 683 366 m Y : 7 025 390 m
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries et d'aires de stationnement des véhicules légers et des poids-lourds
Exutoire du rejet	Infiltration
Traitement avant rejet	Débourbeur-déshuileur

Point de rejet	N°4
Localisation	Sud-Est de la parcelle cadastrale 57
Coordonnées Lambert 93	X : 683 310 m Y : 7 025 423 m
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures Eaux pluviales de voiries et d'aires de stationnement des véhicules légers et des poids-lourds Eaux pluviales des aires de dépôtage et de distribution des carburants pétroliers
Exutoire du rejet	Infiltration
Traitement avant rejet	Débourbeur-déshuileur (avec passage par un premier débourbeur-déshuileur situé en amont pour les eaux pluviales des aires de dépôtage et de distribution des carburants pétroliers)

Point de rejet	N°5
Localisation	Sud-Ouest de la parcelle cadastrale 57
Coordonnées Lambert 93	X : 683 206 m Y : 7 025 369 m
Nature des effluents	Eaux pluviales de voiries et d'aires de stationnement des poids-lourds
Exutoire du rejet	Infiltration
Traitement avant rejet	Bassin de tamponnement permettant une décantation des eaux puis séparateur hydrocarbures (ces équipements sont situés en dehors du périmètre de l'installation)

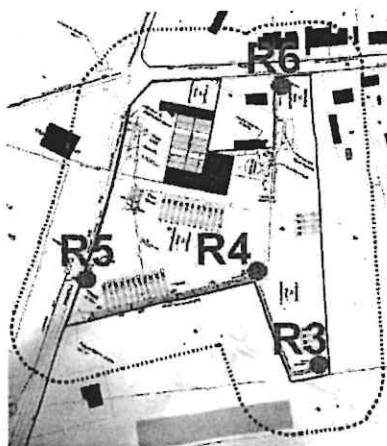
Effluent C – Eaux industrielles

Les eaux industrielles sont collectées par des caniveaux situés au droit des pistes de lavage et dirigées vers une fosse, puis transférées pour traitement vers la station d'épuration interne au site.

Après traitement par la station d'épuration, les effluents sont soit dirigés vers le réseau d'assainissement collectif, soit dirigés vers une unité de traitement de finition d'ultrafiltration à membranes puis rejetés au réseau communal des eaux pluviales qui les dirigent vers un fossé situé à l'extérieur de l'installation.

Point de rejet	N°6
Localisation	Nord de la parcelle cadastrale 55
Coordonnées Lambert 93	X : 683 251 m Y : 7 025 546 m
Nature des effluents	Eaux de lavage des citernes et des poids-lourds
Exutoire du rejet	Exutoire A : Réseau communal des eaux pluviales, ou exutoire B : Réseau d'assainissement séparatif
Traitement avant rejet	Exutoire A : Station d'épuration biologique interne et Traitement d'ultrafiltration membranaire Exutoire B : Station d'épuration biologique interne
Milieu naturel récepteur final	Exutoire A : Fossé situé route de Sainte-Catherine à 100 mètres au Nord du site Exutoire B : la Scarpe, après traitement dans la STEP de Saint-Laurent-Blangy

Voici la localisation des points de rejet R3, R4, R5 et R6 reprise sur un plan :



Article 4.3.6. : Autorisations de déversement et de rejet

Une autorisation de déversement des eaux industrielles dans le réseau collectif doit être établie entre l'exploitant, la collectivité et, le cas échéant, le gestionnaire de la station d'épuration collective qui accueille ces eaux.

En application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des autorisations délivrées par la collectivité et par le gestionnaire de l'ouvrage de traitement collectif.

Article 4.3.7. : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Sur chaque ouvrage de rejet des effluents liquides issus des installations du site vers l'extérieur ou issus des ouvrages de prétraitement internes (fosse de décantation, déboureur séparateur d'hydrocarbures) est prévu un point de prélèvements d'échantillons.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives, de ne pas ralentir sensiblement la vitesse des effluents (seuils ou obstacles situés à l'aval), et d'avoir des effluents suffisamment homogènes.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection de l'environnement.

Article 4.3.8. : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Article 4.3.9. : Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur, et notamment du Code de la santé publique.

Article 4.3.10. : Eaux polluées

En cas d'incident, déversement accidentel ou sinistre, les eaux collectées dans les conditions précisées à l'article 7.6.2. sont potentiellement considérées comme des déchets et éliminées vers les filières de traitement appropriées. Elles pourront éventuellement être évacuées après réalisation d'analyses permettant de les caractériser et après accord de l'inspection de l'environnement.

Article 4.3.11. : Valeurs limites de rejet des eaux industrielles

Point de rejet n°6 :

Les valeurs limites suivantes sont respectées :

- débit maximum : 90 m³/j
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30 °C

Le débit moyen annuel ne peut pas être supérieur à 65 m³/j.

Point de rejet n°6 en cas de rejet à l'exutoire A (réseau communal des eaux pluviales) :

Les valeurs limites suivantes sont respectées :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l) ¹	Flux maximal (kg/j)
MES	35	3,15
DCO	125	11,25
DBO ₅	50	4,5
Matières grasses	15	1,35
Azote global	30	2,7
Phosphore total	10	0,9

¹Valeur moyenne sur 24 h

Les eaux industrielles ne contiennent pas de substances visées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

Point de rejet n°6 en cas de rejet à l'exutoire B (réseau eaux usées du réseau séparatif communal) :

Les valeurs limites suivantes sont respectées :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l) ¹	Flux maximal (kg/j)
MES	600	54
DCO	2000	180
DBO ₅	800	72
Azote global	150	13,5
Phosphore total	50	4,5

¹Valeur moyenne sur 24 h

En cas de différence entre les valeurs limites du tableau ci-dessus et les valeurs limites de la convention de raccordement mentionnée à l'article 4.3.6. (qu'elle soit plus contraignante ou moins contraignante), les valeurs limites de la convention s'appliquent.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émission définies :

- à l'article 5,7-d). – polluants spécifiques
- à l'article 5,7-e) – substances toxiques, bioaccumulables ou nocives pour l'environnement de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2795

Article 4.3.12. : Valeurs limites de rejet des eaux exclusivement pluviales

Avant infiltration à la parcelle des eaux pluviales de ruissellement sur toitures, voiries et parkings, leur qualité doit respecter les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l) Valeur moyenne sur 24 h
MES	35
DCO	125
Azote global	30
Phosphore total	10
Hydrocarbures totaux	5

Les effluents doivent avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5.

TITRE 5 – DÉCHETS

CHAPITRE 5.1. : PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations du site pour :

- En priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets notamment en optimisant l'utilisation des substances et produits et en favorisant le recyclage, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation.
- Assurer une bonne gestion des déchets produits par les activités en privilégiant dans l'ordre la réutilisation, le recyclage, toute autre valorisation telle que la valorisation énergétique (à l'exemple de la collecte des premières égouttures de rinçage des citernes alimentaires, valorisées en méthanisation), l'élimination en filière dûment autorisée. Cet ordre de priorité peut être modifié sur la base d'effets sur l'environnement et la santé humaine ou encore sur la base de considérations techniques et économiques. Dans ce cas, l'exploitant tient les justifications nécessaires à la disposition de l'Inspection de l'environnement.
- Assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.
- Organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité.
- Contribuer à la transition vers une économie circulaire.
- Économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

Une procédure interne précise l'organisation mise en place pour la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport et le devenir des déchets générés par les activités du site, et pour la traçabilité.

Article 5.1.2. : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son installation la séparation des déchets, dangereux ou non et par catégories, de façon à faciliter leur valorisation, leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques les mieux adaptées.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du Code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-57 à R. 543-66 du Code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du Code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-131 du Code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés doivent être gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du Code de l'environnement.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R. 543-171-1 et R. 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R. 543-195 à R. 543-200-1 du Code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R. 543-17 à R. 543-41 du Code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R. 543-225 à D. 543-227-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant étudiera les possibilités d'évolution du processus de lavage de citernes et de traitement des effluents en vue de la séparation des déchets contenant des matières organiques (ex : lavage de citernes ayant contenu des produits agroalimentaires) de ceux contenant des matières inorganiques (ex : lavage de citernes ayant contenu des matières minérales pulvérulentes, des polymères...). Il présentera une analyse comparative des modes de valorisation des déchets obtenus par une collecte et un traitement conjoint des effluents organiques et inorganiques, et par une collecte et un traitement dissociés. Il conclura sur les modalités retenues.

Il adressera le rapport associé à cette étude à l'inspection de l'environnement dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5.1.3. : Conception / exploitation des installations internes de transit de déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'emprise foncière de l'installation INTERSERVICES d'ÉCURIE avant leur orientation dans une filière adaptée de valorisation, traitement ou élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs).

Pour ce faire, tous les stockages temporaires de déchets générés par les activités du site se font à l'intérieur des bâtiments ou à défaut au droit de zones couvertes ou au minimum imperméabilisées et adaptés pour la collecte des déversements accidentels et eaux météoriques susceptibles d'être contaminées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

L'exploitant observe les dispositions pour optimiser le transport des déchets, en distance et en volume. Il n'est pas pour autant envisageable d'entreposer des déchets dans l'emprise du site sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements. Le cas échéant, des compacteurs seront mis en place.

Les déchets entreposés sur le site ne dépassent pas les quantités suivantes :

Déchets	Code déchets	Quantité générée annuellement	Quantités maximales stockées sur le site	Mode de valorisation / élimination
Résidus secs issus du balayage des citernes organiques	16 07 99	25 t	10 t	Valorisation organique (méthanisation / compostage)
Résidus secs issus du balayage des citernes – non organiques	16 07 99	5 t	1 t	Élimination (enfouissement)
Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification non chlorées à base minérale	13 02 05*	1 000 L	1 t	Élimination (incinération)
Boues provenant du séparateur d'hydrocarbures	13 05 02*	6 t	7 t	Élimination (enfouissement)
Déchets de dégrillage	19 08 01	5 t	1,5 t	Élimination (enfouissement)
Boues de la station d'épuration	19 08 12	1 000 m ³	18 t	Valorisation organique (méthanisation / compostage)
Déchets d'emballages collectés séparément : papier et carton	20 01 01	5 t	0,25 t	Valorisation
Ordures ménagères	20 03 01	18 t	0,4 t	Élimination (enfouissement)

L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection la liste des déchets produits à jour et leur caractérisation au titre des articles L. 541-7-1, R. 541-7 et R. 541-8 du Code de l'environnement.

Article 5.1.4. : Déchets valorisés, traités ou éliminés à l'extérieur du site

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que l'intervenant à qui il remet les déchets est autorisé à les prendre en charge et que les installations destinataires d'élimination ou de valorisation retenues sont régulièrement autorisées à cet effet.

Le caractère ultime, au sens de l'article L. 541-1-III du Code de l'environnement, des déchets éliminés en installation de stockage, doit être justifié.

Les déchets, à l'exception des déchets non dangereux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et, dans le cas de déchets solides, boueux ou pâteux éliminés en filières dûment autorisées ou valorisés en travaux publics, par un test de lixiviation selon les normes en vigueur.

Cette caractérisation est renouvelée au minimum tous les deux ans. Les analyses effectuées dans le cadre d'une procédure d'acceptation préalable d'un déchet vers une installation de valorisation ou d'élimination peuvent être prises en compte pour sa caractérisation.

Article 5.1.5. : Déchets gérés à l'intérieur du site

Toute opération de traitement ou d'élimination dans l'enceinte du site des déchets générés par les activités qui y sont exercées, est interdite (incinération à l'air libre, compostage, enfouissement...).

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Article 5.1.6. : Contrôle des circuits de traitement des déchets

Les opérations de collecte, regroupement, transport, valorisation et élimination de déchets doivent respecter les dispositions du livre V – titre IV de la partie réglementaire du Code de l'environnement, en particulier les dispositions relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage des déchets (R. 541-49 à R. 541-61 du Code de l'environnement), ainsi qu'au contrôle des circuits de traitement des déchets.

La liste à jour des transporteurs auxquels l'exploitant a recours est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement.

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux sortant du site fait l'objet d'un bordereau de suivi des déchets électronique tel que défini à l'article R.541-45 du Code de l'environnement ; il est émis dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets sauf s'il fait partie des cas d'exclusion visés expressément par le même article. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

L'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, ou du règlement (CE) n° 2024/1157 du Parlement européen et du Conseil du 30 avril 2024, selon la date du transfert.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. : Aménagements

Les installations sur le site sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les équipements bruyants, tels que les compresseurs d'air, sont installés à l'intérieur de locaux spécifiques.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article 6.1.2. : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du site, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement.

Ainsi que prescrit à l'article 3.1.3, l'alimentation des moteurs de camions devra être coupée lorsque ces derniers seront à l'arrêt ; cette disposition est également signalée et rappelée par consigne.

Article 6.1.3. : Appareils de communication

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2. : NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1. : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores liées à l'exploitation du site de la station de lavage ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones identifiées à émergence réglementée à la date de délivrance de la présente autorisation.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit du site)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés ⁽¹⁾	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés ⁽¹⁾
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le site observera les dispositions, dont la planification, pour privilégier la réception des citernes routières et leur retour en période de journée : de 8h00 à 18h00, du lundi au vendredi.

Article 6.2.2. : Niveaux limites de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite d'exploitation du site, les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous pour les différentes périodes de la journée.

Localisation des emplacements	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que dimanches et jours fériés
Tous points en limite d'exploitation du site	70 ⁽²⁾	60 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le respect des émergences visées ci-dessus à l'article 6.2.1 vaut pour les zones où elles sont réglementées à la date de délivrance de l'autorisation : disposition qui nécessite, au cours d'une campagne de mesures de niveaux sonores, que soit mesuré au point considéré et pour une période considérée, le niveau de bruit résiduel (site à l'arrêt) dans des conditions représentatives.

⁽²⁾ Niveau limite non retenu en cas de niveau de bruit résiduel supérieur ou égal, au point considéré, à la valeur obtenue en retranchant l'émergence admissible à ce niveau limite.

CHAPITRE 6.3. : VIBRATIONS

En cas d'émission de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôles, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 précitée.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1. : GÉNÉRALITÉS

Article 7.1.1. : Localisation des risques – Principes généraux

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation de la station de lavage et équipements connexes qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers, stockages et locaux techniques indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il prend les mesures appropriées et met en place les dispositifs nécessaires pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis les travaux préalables à la phase de mise en exploitation jusqu'à la remise en état du site après cessation définitive des activités. En particulier :

- l'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection de l'environnement dans un dossier sécurité, la liste des équipements importants pour la sécurité. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces équipements ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites, jointes au dossier.
- l'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir. Ces dispositions portent notamment sur la conduite des installations, l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement, la maintenance et la sous-traitance, l'approvisionnement en matériel, la formation et la définition des tâches du personnel.

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sécurité et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

L'exploitant doit observer les dispositions permettant de garantir un taux de disponibilité élevé des installations de sécurité pour la prévention et la lutte contre un incendie sur site : doublement de certains équipements, indépendance d'équipements assurant la même fonction ; en outre, les équipements mis en place doivent être robustes, fiables et éprouvés.

L'affectation à l'habitation, même partielle, est strictement interdite dans l'enceinte du site.

Article 7.1.2. : État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques (caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques) des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les incompatibilités entre substances et préparations ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en contact sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte ; le personnel concerné sera formé au risque chimique.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Les produits, dangereux ou non, sont présents dans les zones d'exploitation en quantité juste minimale pour permettre le fonctionnement normal des installations.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des Services d'incendie et de secours.

Article 7.1.3. : Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux techniques et ateliers à risques potentiels sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible d'éventuelles bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés, et au minimum à 1 m au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère.

Article 7.1.4. : Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
 - des stockages présentant des risques
 - des locaux à risques
 - des boutons d'arrêt d'urgence associés aux équipements
- ainsi que les diverses interdictions.

Le repérage des réseaux fluides / énergie se fait selon une consigne spécifique. Les tuyauteries, accessoires et organes de coupure des différents circuits dangereux (électricité, gaz, gazole...), de par les paramètres de fonctionnement ou la nature des produits, sont repérés conformément aux règles en vigueur et les organes de coupure sont associés à des plaques indicatrices de manœuvre.

Les éventuelles canalisations souterraines sont aménagées et protégées dans les règles de l'art, signalées et repérées très précisément sur plans ; les canalisations aériennes et leurs supports doivent être protégés contre tous risques d'agression involontaire (notamment heurt par véhicules). Ils doivent être entretenus et faire l'objet de vérifications permettant de s'assurer de leur bon état.

Article 7.1.5. : Propreté de l'installation

Les bâtiments et locaux techniques sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter que ne se forment des amas de poussières voire de matières dangereuses ou polluantes. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés.

Article 7.1.6. : Clôture du site – Contrôle des accès

Le site de la station de lavage est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

En période normale d'exploitation, le site n'est accessible que par les entrées aménagées en limite Nord-Ouest, dotées de portails pouvant être maintenus en position ouverte en période d'exploitation.

Le personnel affecté à l'accueil est chargé de contrôler les flux, de permettre ou non après identification l'accès aux personnes et véhicules, et de tenir à jour en permanence la liste des personnes présentes à l'intérieur du site. A défaut de personnel d'accueil en permanence, y compris durant les périodes d'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place une organisation présentant des garanties d'efficacité au moins équivalentes et justifiées pour ces actions de contrôles des accès et de gestion des flux (personnes et véhicules).

En dehors des heures d'exploitation, les portails équipant les accès au site sont maintenus en position fermée et le dispositif de vidéosurveillance est activé.

Les portails d'accès au site doivent être dotés d'un dispositif permettant l'ouverture manuelle par les Services de secours (clé conforme à la norme NF S 61-580 ou moyen équivalent en accord avec ces derniers) et un accès rapide aux installations.

Article 7.1.7. : Étude de dangers

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, l'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers, et met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans cette étude.

CHAPITRE 7.2. : RÈGLES D'EXPLOITATION

Article 7.2.1. : Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne un ou plusieurs agents référents ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Article 7.2.2. : Opérations de lavage des citernes

Les activités de lavage sont exercées sur des pistes de lavage, sous bâtiment couvert.

Les pistes de lavage des citernes sont aménagées de façon à limiter les projections résultant des opérations de lavage et à canaliser efficacement les effluents.

Le sol des aires de réception, stockage et lavage des citernes, est étanche, incombustible (A1). Il est conçu pour résister aux chocs et permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction incendie, déversements accidentels.

Article 7.2.3. : Liste de mesures de maîtrise des risques

L'exploitant établit une liste des mesures de maîtrise des risques et des opérations de maintenance qu'il y apporte. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement et fait l'objet d'un suivi rigoureux.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'une mesure de maîtrise des risques, l'exploitant observe des dispositions telles que mesures compensatoires, arrêt des installations concernées et mise en sécurité...

Article 7.2.4. : Procédures et consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du Code du travail :

- les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.
- des consignes sont établies, tenues à jour et également affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer dans l'enceinte d'exploitation du site hormis dans les zones en extérieur spécifiquement prévues à cet effet ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre ou stockées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » et « permis de feu » le cas échéant pour les parties concernées de l'installation ;
- le port obligatoire des équipements de protection individuelle, définis pour chaque type de poste occupé et aussi pour certaines interventions spécifiques. Les équipements sont mis à disposition du personnel par l'exploitant : gants, masques, casques... ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides, chaudière, station de distribution de carburant) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses et aussi les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte telles que barrières de type anti-inondation..., de nature à prévenir tout transfert de pollution vers le milieu extérieur mentionné à l'article 7.6.2. ;

- la conduite à tenir en cas de sinistre (incendie notamment) : procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site, des services d'urgence, des services d'incendie et de secours (numéro d'appel unique « 18 » pour les Services d'incendie et de secours du Pas-de-Calais), évacuation du personnel (système d'alarme sonore), accueil et guidage des secours, mise en œuvre des moyens d'intervention, etc. ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (première attaque du feu), et les mesures pour faciliter l'intervention des secours : ouverture des portes, accueil et désignation d'un guide... ;
- l'obligation d'informer l'Inspection de l'environnement en cas d'accident ;

Les opérations éventuelles comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement, font l'objet de procédures et instructions écrites et contrôlées.

Sont également définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en fonctionnement normal, à la suite d'un arrêt, de travaux de modification ou d'entretien..., de façon à vérifier que l'exploitation des installations reste conforme aux dispositions du présent arrêté, dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

Les consignes et procédures sont révisées périodiquement, et autant que nécessaire pour tenir compte du retour d'expérience.

Sans préjudice des procédures prévues par le Code de l'environnement et par le système de gestion de l'exploitant, tout fonctionnement en marche dégradée prévisible ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, font l'objet d'une analyse de risque préalable et sont assurés en présence d'un encadrement approprié.

Article 7.2.5. : Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sécurité sur les risques inhérents aux installations (eu égard notamment aux risques liés aux produits utilisés, aux risques d'incendie et risques ATEX localisés), la conduite à tenir en cas d'alerte, d'incident ou accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques ou réactions dangereuses possibles
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes
- le cas échéant, des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés sur site. L'ensemble du personnel susceptible d'intervenir dans les zones à risques doit être formé à la manœuvre des moyens de secours et à l'utilisation des équipements de protection individuelle.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Suivant la nature de leur intervention, les personnels sous-traitants doivent bénéficier d'une information ou d'une formation appropriée.

Article 7.2.6. : Travaux d'entretien et de maintenance

Les travaux, de même que les interventions de sociétés extérieures pour simples contrôles, prélèvements, analyses... font l'objet d'une autorisation d'accès délivrée par une personne dûment habilitée et nommément désignée par l'exploitant.

Dans les parties de l'installation présentant des risques recensés en application de l'article 7.1.1 – 1^{er} alinéa, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;
- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;
- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du Code du travail lorsque ce plan est exigé, la délivrance d'un permis de feu en cas de travail par point chaud.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement, tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

CHAPITRE 7.3. : DISPOSITIONS POUR LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 7.3.1. : Installations électriques – Mise à la terre

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur et en particulier au décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, entretenues en bon état, et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

La vérification annuelle comprend un contrôle par thermographie infra-rouge permettant de déceler les échauffements éventuels.

Les équipements comportant des masses métalliques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le contrôle des mises à la terre et des prises de terre est effectué à l'occasion de la vérification périodique réglementaire.

L'alimentation électrique des équipements indispensables pour la sécurité des installations et la prévention des nuisances est secourue. Ces équipements sont définis par l'exploitant et recensés de manière exhaustive dans une liste tenue à la disposition de l'inspection de l'environnement. Les éléments de supervision des dispositifs de sécurité du site pourront être secourus par onduleur.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro-coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations ;

Pour l'éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes seront localisés en des points permettant d'éviter les chocs en cours d'exploitation, ou seront à défaut protégés contre les chocs ; ils seront en toutes circonstances éloignés des produits entreposés pour éviter leur échauffement.

Un interrupteur général bien signalé, accessible facilement et en permanence par les opérateurs, permet la mise hors tension de l'exploitation. Pour des raisons de sûreté de fonctionnement justifiées de certaines installations, la coupure peut ne pas concerner ces dernières.

Article 7.3.2. : Zones à atmosphère explosible

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'installation.

Les zones à risques d'explosion sont définies sur la base d'une étude spécifique par un organisme compétent et repérées sur plan, porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Ces zones sont également clairement indiquées dans le plan de défense incendie prescrit à l'article 7.6.1.1 du présent arrêté.

Les caractéristiques des matériels dans ces zones et leur mise en œuvre sont définies conformément aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible, ayant transposé la directive européenne ATEX 1994/9/CE du 23 mars 1994, et de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter. L'exploitant veille à ce que ces dispositions soient observées dans les zones concernées lors des modifications d'installations, ajout de matériels électriques et non électriques.

Les masses métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 7.3.3. : Équipements et installations spécifiques – Suivi

Les équipements et installations spécifiques tels que appareils à pression (compresseurs d'air et canalisations associées, générateur de combustion...) sont conçus, éprouvés le cas échéant et suivis conformément aux réglementations en vigueur (arrêté ministériel du 20 novembre 2017).

En particulier, pour prévenir les risques d'explosion pneumatique des équipements sous pression, les dispositions suivantes sont observées :

- dimensionnement des appareils en fonction des pressions maximales de service ;
- mise en place de manomètres et soupapes ;
- contrôle régulier du bon fonctionnement des soupapes ;

Les soudeurs intervenant sur site (tuyauteries d'usine, équipements divers...) doivent avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation doit être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1980 modifié. Conformément aux dispositions de la réglementation des appareils à pression, le mode opératoire de soudage et les contrôles de soudures doivent également faire l'objet d'une qualification.

Article 7.3.4. : Protection contre la foudre

Les installations du site sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

Les mesures de prévention et les dispositifs de protection de même que le lieu de leur implantation sont mis en œuvre sur la base d'une analyse du risque foudre.

Les dispositifs de protection sont installés par un organisme compétent, agréé Qualifoudre, et doivent faire l'objet d'un DOE.

Les protections minimales, qui doivent concerner les effets directs et indirects, sont constituées respectivement de paratonnerres à dispositif d'amorçage conformes à la norme NF C 17-102 et de parafoudres conformes à la norme NF EN 61-643-11, ou présentent des garanties d'efficacité au moins équivalentes.

Les modalités de vérification et de maintenance des différents équipements sont définies par la notice de vérification également réalisée à l'issue de l'analyse du risque foudre.

Les protections font l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Le carnet de bord, établi parallèlement à l'étude technique, est tenu à jour par l'exploitant.

L'analyse du risque foudre est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement, à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de cette étude.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection de l'environnement l'analyse du risque foudre à jour, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Article 7.3.5. : Vérifications périodiques

Sans préjudice des dispositions spécifiques du présent arrêté, les installations électriques, installations de protection contre le risque foudre, installations de levage et manutention (chariots de manutention...), matériels de sécurité divers ainsi que les divers moyens de prévention, de lutte contre un sinistre (exutoires, systèmes de détection...), font l'objet des opérations de maintenance requises et des vérifications périodiques ; les vérifications sont au moins annuelles pour les installations électriques et pour la totalité des moyens de secours et d'intervention contre l'incendie.

Les opérations de maintenance concernent l'entretien préventif, la vérification des matériels sensibles et leur remplacement si nécessaire (capteurs de température, pression, détecteurs...), la remise en état des installations après panne ou dysfonctionnement. Elles sont effectuées par un personnel qualifié.

La traçabilité des vérifications périodiques des installations et équipements est assurée par la tenue de registres.

Les non-conformités éventuelles relevées à l'occasion de ces contrôles, synthétisées dans les comptes-rendus d'intervention, donneront lieu à des actions correctives mises en œuvre dans les meilleurs délais et conformément aux règles en vigueur. L'exploitant conservera une trace écrite des mesures correctives observées.

CHAPITRE 7.4. : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Article 7.4.1. : Moyens de lutte et ressource en eau

Le site doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, en nombre suffisant et correctement répartis aux endroits du site à protéger.

Ceux-ci seront constitués au minimum :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux à proximité des dégagements, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques.

Ils seront judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen d'une signalétique indestructible.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits présents sur site (par exemple, extincteurs à poudre ou CO₂ en cas de risque électrique)

- d'une réserve incendie en bâche souple d'un volume de 120 m³ située sur l'emprise de l'installation.

Les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie sont de 240 m³ sur une durée de 2 h.

L'exploitant veille à la formation sécurité de tout son personnel et à la constitution d'équipes de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des missions d'intervention lors de sinistres et d'opérations de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

Article 7.4.2. : Entretien des moyens d'intervention

Les moyens d'intervention et les équipements sont correctement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement ; ils sont repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection de l'environnement, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Leur vérification périodique est réalisée au minimum annuellement.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition du Service de la protection civile, des Services d'incendie et de secours et de l'inspection de l'environnement.

Article 7.4.3. : Désenfumage

Les bâtiments fermés abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commande automatique ou manuelle.

Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 1 % pour le bâtiment principal accueillant l'atelier d'entretien et de réparation des véhicules et la première station de lavage ;
- 2 % pour l'extension accueillant la seconde station de lavage.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, ou depuis la zone de désenfumage, ou la cellule à désenfumer, dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Article 7.4.4. : Mesures en cas d'accident

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets et observer toutes les dispositions, même à l'extérieur des limites du site, de nature à garantir la sécurité de son environnement.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que lui-même, ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin ; il est responsable de l'information des Services administratifs et des Services de secours concernés.

CHAPITRE 7.5. : INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.5.1. : Accessibilité au site

Les installations disposent en permanence d'un accès au moins suffisamment dimensionné pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Une des façades de chaque bâtiment est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

Les voies de circulation et d'accès sont délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Elles sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis la voie de circulation externe à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site.

Une voie « engins » au moins, qui respecte les caractéristiques suivantes, est maintenue dégagée pour la circulation sur le site depuis l'accès à celui-ci :

- largeur utile minimale : 3 mètres
- hauteur libre disponible : 3,5 mètres
- pente inférieure à 15 %
- force portante : calculée pour un véhicule de 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu, les essieux étant distants de 3,6 mètres au moins)
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres

- surlargeur dans les virages : $S=15/R$ pour les virages de rayon R inférieur à 50 mètres.

La voie engins est implantée hors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure à 5 kW/m² et en dehors des risques d'effondrement de la structure.

En outre, doit être apposé à l'entrée principale du site ou à l'accueil, un plan schématique à jour, sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des Services de secours. Devront y figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux du bâtiment, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers
- des dispositifs et commandes de sécurité
- des dispositifs de coupure des fluides
- des organes de coupure des sources d'énergie (gaz, électricité...)
- des moyens d'extinction.

CHAPITRE 7.6. : PRÉVENTION ET RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 7.6.1. : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Article 7.6.1.1. : Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau des eaux pluviales ou le milieu naturel. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté, ou sont éliminés comme les déchets.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces concernées en cas de fuite.

Les dispositions ci-dessus valent en particulier pour les stockages de produits de nettoyage, lavage des citernes (détergents et désinfectants) en bidons, containers IBC, cuves.

Article 7.6.1.2. : Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence (cas notamment des éventuels stockages extérieurs, exposés aux eaux météoriques).

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou dans des réservoirs à double paroi avec détection de fuite.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'Inspection de l'environnement.

Article 7.6.1.3. : Réservoirs et tuyauteries

L'étanchéité du réservoir associé à une rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Article 7.6.2. : Confinement – Isolement avec les milieux

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Le volume nécessaire au confinement externe est déterminé en prenant en compte :

- le volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;
- le volume de produit libéré par cet incendie ;
- le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 l/m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe ;

Le volume de rétention des eaux d'extinction doit être au moins égal à 460 m³.

Les dispositions observées en conception / dimensionnement et les dispositions organisationnelles (moyens et actions à engager tels que actionnement de vannes, mise en place de barrières anti-inondation...) pour satisfaire à l'objectif de confinement des eaux d'extinction d'incendie doivent être précisées par consigne et justifiées.

Les eaux confinées en application de l'article 7.6.2 doivent être traitées pour être rejetées dans le respect des dispositions du titre 4 du présent arrêté. À défaut, elles seront évacuées pour être éliminées en qualité de déchet, dans une filière dûment autorisée à cet effet.

TITRE 8 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

CHAPITRE 8.1. : TRANSFORMATEUR ÉLECTRIQUE

L'alimentation électrique du site est réalisée par le biais d'un transformateur électrique.

Le local électrique qui abrite le transformateur présente les caractéristiques minimales de résistance au feu REI 120 et l'accès à ce local se fait exclusivement de l'extérieur.

Le local électrique est efficacement ventilé.

Le sol du local comprend une rétention étanche suffisamment dimensionnée pour la collecte d'une éventuelle fuite d'huile.

CHAPITRE 8.2. : STATION DE DISTRIBUTION DE CARBURANT

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à l'installation de distribution de carburant interne au site, sans préjudice des prescriptions applicables de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 modifié relatifs aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 8.2.1. : Implantation des appareils de distribution

Les appareils de distribution sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.

Article 8.2.2. : Installations électriques

L'installation électrique associée à la station de distribution comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande du dispositif de coupure générale est placée en dehors de l'aire de distribution en un endroit facilement accessible en permanence et elle est efficacement repérée.

Article 8.2.3. : Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, tuyauteries) sont mis à la terre conformément à la norme NF C 15-100, version décembre 2002.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert du carburant ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique.

La continuité des liaisons devra présenter une résistance inférieure à 1 Ω et la résistance de la prise de terre sera inférieure à 10 Ω .

Article 8.2.4. : Moyens de lutte contre l'incendie

La station de distribution est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques comprenant au moins les dispositifs suivants :

- une citerne incendie située à l'angle entre la rue de la Chapelle et la route de Sainte-Catherine dispose d'un volume de 80 m³ avec une réalimentation possible de 20 m³/h
- une réserve incendie en bache souple d'un volume de 120 m³ située sur l'emprise de l'installation
- un système manuel commandant en cas d'incident une alarme visuelle et/ou sonore
- deux extincteurs homologués 233 B
- une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, avec les moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries
- au moins une couverture spéciale anti-feu.

Article 8.2.5. : Interdiction des feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque aux abords de la station de distribution, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Les prescriptions qui doivent être observées par les utilisateurs de la station sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes, au niveau de chaque appareil de distribution.

Elles concernent notamment l'interdiction de fumer, d'utiliser un téléphone portable (le téléphone est éteint), d'approcher un appareil pouvant provoquer un feu nu, ainsi que l'obligation d'arrêt du moteur.

Article 8.2.6. : Plan de prévention – Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement effectués par une entreprise extérieure présentant des risques spécifiques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après établissement d'un plan de prévention et éventuellement la délivrance d'un permis de feu et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Article 8.2.7. : Consignes d'exploitation de la station

Les conditions d'exploitation de la station et les opérations inhérentes comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, qui prévoient notamment :

- les conditions d'accès aux utilisateurs, le cas échéant formés à cet effet ;
- les modes opératoires, devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;

Article 8.2.8. : Appareils de distribution

L'habillage des parties de l'appareil de distribution dans lesquelles circule le carburant (unités de filtration, de pompage, de dégazage, etc.) est en matériaux de catégorie A1. Les parties intérieures de la carrosserie de l'appareil de distribution sont ventilées de manière à éviter toute accumulation des vapeurs des liquides distribués.

La partie de l'appareil de distribution où peuvent être implantés des matériels électriques ou électroniques non de sûreté constitue un compartiment distinct de la partie où le carburant circule. Ce compartiment est séparé de la partie où le carburant est présent par une cloison étanche aux vapeurs d'hydrocarbures, ou par un espace ventilé assurant une dilution continue, de manière à le rendre inaccessible aux vapeurs d'hydrocarbure ou empêcher leur accumulation.

Les appareils de distribution sont installés et équipés de dispositifs adaptés de telle sorte que tout risque de siphonnage soit écarté.

Toutes dispositions sont prises pour que les égouttures sous les appareils de distribution n'entraînent pas de pollution du sol ou de l'eau.

Si l'appareil est alimenté par une tuyauterie fonctionnant en refoulement, l'installation doit être équipée d'un dispositif de sécurité arrêtant automatiquement l'arrivée de produit en cas d'incendie ou de renversement accidentel du distributeur.

Article 8.2.9. : Flexibles

Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005. Ils sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication.

Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.

Article 8.2.10. : Dispositifs de sécurité

L'ouverture du clapet du robinet et son maintien en position ouverte ne peuvent s'effectuer sans intervention manuelle. En outre, toute opération de distribution est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage du réservoir quand le niveau maximal d'utilisation est atteint.

Article 8.2.11. : Rétentions

Les cuves de stockage de gazole et de GNR disposent de rétentions conformes aux dispositions du 7.6.1 du présent arrêté.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1. : CONTRÔLES ET ANALYSES – CONTRÔLES INOPINÉS

L'inspection de l'environnement peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par elle-même, de prélèvements et analyses des rejets atmosphériques, d'effluents liquides, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures vibratoires, olfactives ou de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité liée à l'exploitation des installations du site de production. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.2. : PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

Article 9.2.1. : Principe et objectifs du programme d'auto-surveillance

Afin de maîtriser les émissions liées aux activités exercées sur le site et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection de l'environnement.

Les articles suivants du présent chapitre définissent le contenu minimal de ce programme en termes de nature de mesures, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement. Sauf mention spécifique dans ces articles, les comptes-rendus de mesures réalisées dans le cadre du programme d'auto-surveillance, sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement. Ces comptes-rendus doivent être accompagnés de commentaires sur le respect des dispositions du présent arrêté et, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 9.2.2. : Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance.

Cet organisme doit être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation, ou agréé par le ministère chargé de l'inspection de l'environnement pour les paramètres considérés.

Chaque paramètre de la chaîne analytique (prélèvement, échantillonnage, conservation des échantillons et analyses) doit être vérifié.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection de l'environnement en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du Code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection de l'environnement peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Les mesures comparatives ne s'appliquent pas aux contrôles réalisés intégralement, des prélèvements jusqu'aux analyses, par un laboratoire accrédité ou agréé suivant les modalités précisées ci-dessus pour les paramètres considérés.

CHAPITRE 9.3. : MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO - SURVEILLANCE

Article 9.3.1. : Auto-surveillance des émissions atmosphériques

Les rejets issus des installations de combustion font l'objet d'une auto-surveillance de la part de l'exploitant.

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, ou, s'il n'existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation, une mesure du débit des gaz de combustion rejetés à l'atmosphère, et des teneurs en oxygène et oxydes d'azote, selon les méthodes normalisées en vigueur. À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF EN 13284-1 ou la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

Les mesures sont effectuées :

- selon les dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
- sur une durée minimale d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 9.3.2. : Efficacité énergétique

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les chaudières en service sur le site sont équipées et exploitées conformément aux dispositions de la sous-section 2 – section 2 – chapitre IV – titre II – livre II de la partie réglementaire du Code de l'environnement relatives aux rendements, équipement et contrôle des chaudières (articles R. 224-20 à R. 224-41-9 du Code de l'environnement).

L'exploitant est tenu de faire réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique de ces installations de combustion conformément aux articles R. 224-31 à R. 224-41 du Code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kW et inférieure à 20 MW.

Article 9.3.3. : Relevé des prélèvements d'eau

Le dispositif de mesure totalisateur des prélèvements d'eau est relevé à une fréquence hebdomadaire.

Sont également relevés à cette même fréquence les volumes d'eau consommés, mesurés le cas échéant au niveau des principaux postes de consommation.

Les résultats de l'ensemble des relevés, dates et commentaires, sont portés sur un registre éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 9.3.4. : Auto-surveillance des rejets aqueux

Article 9.3.4.1. : Fréquence et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des eaux pluviales

La qualité des eaux pluviales de ruissellement sur toitures, voiries et parking fait l'objet de mesures de surveillance au moins une fois par an en sortie des ouvrages de traitement.

Les mesures portent sur les paramètres polluants visés dans le tableau de l'article 4.3.12.

Les prélèvements seront réalisés dans des conditions représentatives de la qualité des rejets après traitement ; ils pourront être ponctuels ou constitués de plusieurs échantillons prélevés de manière automatique et proportionnelle au débit sur une durée de quatre heures ou plus. Les prélèvements sont conservés à une température réfrigérée de 4 °C jusqu'à la réalisation des analyses.

Article 9.3.4.2. : Fréquence et modalités de l'auto-surveillance de la qualité des effluents issus du lavage des citernes

La qualité des effluents issus du lavage des citernes routières et des poids-lourds fait l'objet de mesures de surveillance au point de rejet au réseau collectif, en aval du pré-traitement, dans les conditions précisées ci-dessous.

PARAMÈTRES	FRÉQUENCES
Volume	Journalière
Débit	En continu
Température	En continu
pH	En continu
MES	Hebdomadaire
DCO	Hebdomadaire
DBO ₅	Hebdomadaire
Azote Global	Hebdomadaire
Phosphore total	Hebdomadaire

Le prélèvement sera réalisé dans des conditions représentatives de la qualité du rejet après traitement ; il sera constitué de plusieurs échantillons prélevés de manière automatique et proportionnelle au débit sur une durée de 24 h. Les prélèvements sont conservés à une température réfrigérée de 4 °C jusqu'à la réalisation des analyses.

Les dispositions de l'article 9.2.2 relatives au calage de l'auto-surveillance sont applicables à ce rejet ; les mesures comparatives sont réalisées au moins une fois par an sur l'ensemble des paramètres visés ci-dessus.

Article 9.3.5. : Méthodes de mesures

Les analyses dans l'air et les analyses de calage dans l'eau prescrites ci-dessus aux articles 9.3.3 et 9.3.4, doivent être réalisées par un organisme accrédité ou agréé dans les conditions précisées à l'article 9.2.2, et conformément aux dispositions de l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 9.3.6. : Auto-surveillance des niveaux sonores

L'exploitant doit faire réaliser à ses frais une mesure des niveaux d'émission sonore du site de lavage des citernes par un intervenant qualifié au plus tard dans le délai de six mois à compter de la date de signature du présent arrêté préfectoral, et au moins tous les 3 ans ensuite.

Ces mesures se font en des points judicieusement répartis en limite d'exploitation du site, définis de manière à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée (propriétés avec habitations, zones constructibles, bâtiments occupés par des tiers... susceptibles d'être les plus exposés aux bruits du site). Ces points seront au nombre de trois au minimum.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement dans un délai de deux semaines à compter de la réception par l'exploitant du compte-rendu d'intervention. La transmission est accompagnée des commentaires utiles à l'appréciation des résultats.

CHAPITRE 9.4. : SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 9.4.1. : Examen des résultats – Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.3, notamment celles de son programme d'auto-surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou font apparaître un écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement ; il doit alors en informer l'inspection de l'environnement dans les meilleurs délais et également, dès que possible, porter à sa connaissance le résultat de ses investigations et, le cas échéant, les mesures prises ou envisagées.

Article 9.4.2. : Analyse et transmission des résultats des mesures

Les résultats des analyses sur les rejets aqueux prescrites aux articles 9.3.4 et réalisées au cours du mois N sont renseignés sur le site de télé déclaration (GIDAF) du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet, et sont transmis par voie électronique avant la fin du mois N+1, avec les commentaires utiles sur les éventuels écarts par rapport aux valeurs limites et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées et l'indication des délais de mise en œuvre, dans les champs prévus à cet effet dans le logiciel.

Sans préjudice des dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement les résultats de toutes les mesures réalisées en application du présent titre, hors résultats relatifs aux rejets aqueux visés ci-dessus, au plus tard dans le mois suivant la date à laquelle ils ont été portés à sa connaissance. Les transmissions traitent au minimum de l'interprétation des résultats ; elles doivent être accompagnées de commentaires sur le respect des dispositions du présent arrêté et, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

TITRE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION

CHAPITRE 10.1. : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télerecours Citoyen accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

CHAPITRE 10.2. : PUBLICITÉ

1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'ÉCURIE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie d'ÉCURIE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° L'arrêté est adressé au conseil municipal de la commune d'ÉCURIE ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 10.3. : EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société INTERSERVICES et dont une copie sera transmise à la maire d'ÉCURIE.

Pour le préfet,
le Secrétaire Général Adjoint,

François FLAHAUT



Copies destinées à :

- Société INTERSERVICES – 1, rue de la Chapelle à ÉCURIE (62223)
- Mairie d'ÉCURIE
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - UD de l'Artois

